

# Inde : chrétiens violentés

## Derrière le nationalisme hindou

●●● **Michael Amaladoss s.j.**, Chennai (Inde)

*Institute of Dialogue with Cultures and Religions, Loyola College*

*Les conflits entre musulmans et hindous ont été nombreux en Inde<sup>1</sup> alors que ceux entre hindous et chrétiens, plutôt rares. Mais au cours des dernières années, dans les zones tribales du Gujarat, des chrétiens ont été attaqués et leurs chapelles brûlées. Les attaques les plus graves, les plus étendues et les plus longues ont eu lieu récemment dans l'Orissa, d'août à octobre 2008. Les causes sont moins d'ordre religieux que politico-économique.*  
**Explications.**

Le 24 août 2008, un hindou sannyasi dénommé Swami Laxmananda Saraswati ainsi que quatre de ses disciples ont été tués dans le quartier de Kandhamal, dans les régions montagneuses de l'Etat de l'Orissa (nord-est de la péninsule du sud de l'Inde, au sud du Bengale occidental). Lors de sa crémation, la procession funéraire a traversé de nombreux villages. La rumeur a couru alors que les chrétiens étaient à l'origine de son assassinat, ce qui a incité les foules hindoues à attaquer les chrétiens, leurs maisons, leurs institutions et leurs églises dans toute la zone. Beaucoup de chrétiens se sont réfugiés dans la forêt, tandis que leurs maisons étaient pillées et détruites.

Voici un état des lieux dans l'Orissa, après les massacres perpétrés entre le 24 août et le 4 octobre 2008 : 59 personnes tuées, 151 églises ou salles de prière détruites, 13 établissements scolaires et orphelinats attaqués, 4400 maisons brûlées, 300 villages chrétiens détruits, 15 000 blessés (hommes, femmes et enfants), 50 000 sans-abris réfugiés dans des camps. Une religieuse a été battue et violée. Vers la mi-septembre, le conflit s'est étendu à Karnataka dans le sud, sur la côte ouest : 22 églises détruites ; 20 personnes blessées. Quatre églises dans le Madhya Pra-

desh, trois à Kerala, une dans le Tamil Nadu et une à New Delhi ont également été attaquées.

Un groupe maoïste a pourtant revendiqué l'assassinat de Swami et de ses compagnons, considérés comme un facteur de division du peuple au nom de la religion. Mais les hindous ont préféré rendre responsables les chrétiens. Le gouvernement local a nommé une commission judiciaire pour découvrir la « vérité ». (Il faut en général quelques années avant de parvenir à une conclusion... C'est surtout un moyen d'éliminer toute responsabilité immédiate.)

### Le mouvement Hindutva

A l'origine de ces vagues de violences, on trouve le Hindutva (*hindouité* ou *indianité*). Il s'agit d'un mouvement communautariste qui exacerbe le sentiment

- 1 • En tant que minorité, les premiers sont souvent plus mal lotis que les seconds, la police et la plupart des institutions étant majoritairement composées d'hindous. Ces conflits se sont dégradés lorsque les musulmans ont choisi de riposter par des actions terroristes. Si habituellement les Indiens accusent les Pakistanais d'être derrière ce terrorisme, ils ont compris, l'an passé, que les terroristes sont des compatriotes, même si ceux-ci ont reçu une formation à l'étranger.

religieux à des fins politiques. Ses membres ne sont pas vraiment des fondamentalistes religieux : ils utilisent simplement la religion comme outil politique. Vieux de 90 ans, le Hindutva a de nombreuses ramifications. A sa base, on trouve une cellule appelée Rashtriya Swayamsevak Sangh - RSS (Organisation nationale de bénévoles) ; elle recrute ses militants parmi les hindous, leur donne une formation quasi-militaire et leur inculque des valeurs comme l'importance d'une identité hindouiste forte et la discipline personnelle. L'aile politique est le Bharatiya Janata Party - BJP (Parti du peuple indien), au pouvoir dans trois Etats, le Gujarat, le Madhya Pradesh et le Rajasthan, et membre du gouvernement dans les Etats d'Orissa et du Bihar. L'aile culturelle est le Vishwa Hindu Parishad - VHP (Conseil hindou mondial) et son bras armé est le Bajrang Dal (la Brigade Hanuman, Hanuman étant le dieu-singe, chef de l'armée de Rama, un avatar divin). Il existe d'autres organismes, pour les étudiants, les travailleurs, etc. L'ensemble de l'organisation est appelé le Sangh Parivar Hindou (Groupe de la famille hindoue). L'idéologie Hindutva se définit comme un nationalisme culturel. Elle considère l'hindouisme comme une culture qui détermine l'identité nationale indienne, plus que comme une religion. L'Inde doit donc devenir une nation hindoue, où les religions étrangères seront tolérées ; elle n'est pas seulement une patrie mais également une terre sainte. A ce titre, l'islam et le christianisme sont considérés comme des religions étrangères, puisque leurs terres saintes sont à l'étranger ; par contre, les autres religions du pays, comme le bouddhisme, le jaïnisme

et le sikhisme, sont perçues comme appartenant à la mouvance hindoue au sens large.

Cette idéologie est née en 1920 avec le livre *Hindutva* de Vinayak Damodar Savarkar ; mais déjà à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se développait l'aspiration à libérer les hindous du joug quasi-millénaire des musulmans et des chrétiens (britanniques). Lorsque l'Inde est devenue indépendante en 1947, Gandhi et Nehru ont opté pour un Etat laïque qui traite toutes les religions avec un égal respect. Mais de nos jours, le sentiment d'une certaine fierté d'être hindou, conjugué avec une légère antipathie à l'encontre des musulmans pour leur fondamenta-



lisme et des chrétiens pour leur prosélytisme, s'est répandu à tous les niveaux. Le mouvement Hindutva se construit en partie en suscitant chez les hindous la crainte d'être une minorité. Pourtant, ils constituent 80 % de la population du pays ; mais on leur répète qu'à l'échelle mondiale, ils sont une minorité par rapport aux communautés plus puissantes formées par les chrétiens et les musulmans. La présence chrétienne est également présentée comme une continuation du colonialisme. Dans une démocratie, les chiffres sont importants, et les partisans Hindutva ont accusé les musulmans et les chrétiens de se multiplier, les premiers grâce à leur fort taux de natalité et les seconds via les conversions, considérées comme un affront à la religion hindouiste.

### Le problème des conversions

Les conversions représentent un changement qui n'est pas seulement d'ordre religieux, mais aussi social et politique. De toute évidence, les musulmans et les chrétiens ne voteront pas pour le parti hindou. Les quelques conversions chrétiennes concernent surtout les dalits (les intouchables, qui sont au bas de l'échelle des castes) et les aborigènes, qui sont pauvres, sous-développés et exploités par les hindous riches et dominants.

Or les pauvres qui se convertissent au christianisme ont accès à l'éducation et aux soins au travers des institutions chrétiennes. Ils prennent conscience de leurs droits et deviennent plus exigeants. En outre, en tant que chrétiens, ils ne font pas partie, au moins techniquement, de l'ordre hiérarchique de la société hindoue. Les conversions ont donc pour effet d'émanciper les dalits et les aborigènes. Ceci bien sûr n'est pas appré-

cié des hindous économiquement et socialement dominants qui les exploitaient jusqu'à présent. C'est là une des causes de friction et de conflit.

Bien que la Constitution indienne confère à ses citoyens le droit de pratiquer et de diffuser toute religion, certains Etats (entre autres le Gujarat, l'Orissa, le Madhya Pradesh et le Rajasthan) ont adopté des lois interdisant la conversion forcée ou même toute incitation de cet ordre. Les personnes qui souhaitent se convertir doivent en informer le fonctionnaire du gouvernement local. Ces lois peuvent être utilisées pour harceler les « missionnaires » et les nouveaux convertis, même si cela ne s'est jamais produit à grande échelle. Dans certaines régions, il existe des projets visant à « reconverter » les gens à l'hindouisme. Au niveau national, le parti Hindutva ne recueille pour l'instant que 20 à 25 % des voix, mais il cherche à conquérir l'électorat hindou par une propagande mensongère contre les musulmans et les chrétiens. Il ne recourt à la violence contre les minorités que dans les Etats où le parti hindou est au pouvoir. Le gouvernement, qui réfléchit en terme d'appui politique, ferme les yeux sur les activités des hindous. Les policiers, dont la plupart sont hindous, ont tendance à prendre parti pour les leurs et n'appliquent pas le droit, à moins d'une forte directive gouvernementale en ce sens. Lors d'émeutes, la police est souvent débordée et impuissante ; elle ne recourt à des mesures énergiques que si elle est attaquée. Aussi, pour imposer l'Etat de droit, les autorités font parfois appel à des forces de police extérieures à l'Etat, envoyées par le gouvernement central.

## La situation dans l'Orissa

Le contexte étant connu, revenons à l'Orissa. La plupart des violences ont eu lieu dans le district intérieur de Kandhamal, où la majorité de la population (650 000) est constituée par de pauvres aborigènes (52 %) et des dalits (18 %). Les chrétiens sont environ 16 %, contre 2,4 % en moyenne au niveau de l'Etat ; 60 % d'entre eux sont des dalits appelés *panas*.

La région est essentiellement agricole, sous-développée et d'accès difficile. Il y a des tensions économiques et sociales entre les aborigènes et les dalits. Économiquement, les dalits semblent se porter légèrement mieux. On dit qu'ils ont été utilisés comme intermédiaires par les riches marchands de l'extérieur lors d'opérations de prêt. Ils en ont profité pour s'approprier des terres appartenant aux aborigènes.

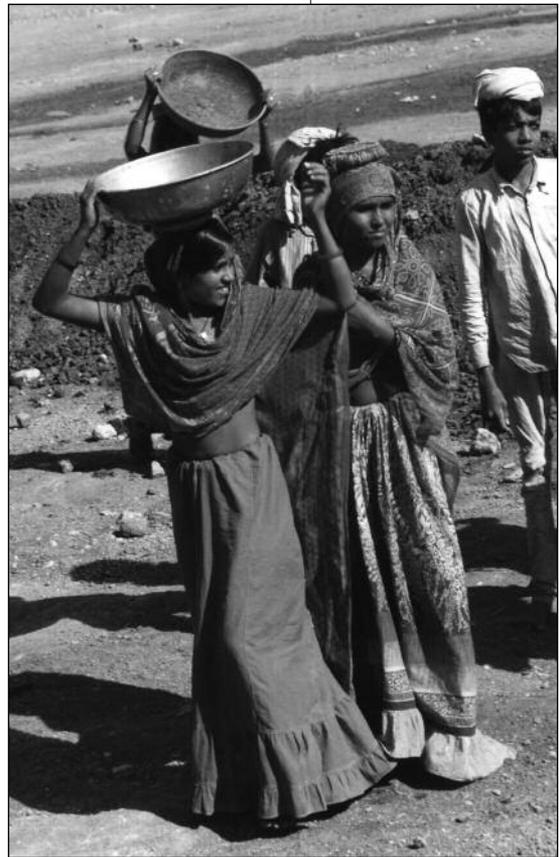
Autre facteur de tension : la Constitution prévoit une discrimination positive au niveau de l'enseignement et des postes de fonctionnaires pour les aborigènes et les dalits. Mais les dalits qui deviennent chrétiens ne sont plus considérés comme dalits, puisque le système des castes est un phénomène essentiellement hindouiste. Par contre, les aborigènes restent aborigènes même quand ils deviennent chrétiens.

Aussi depuis quelque temps, les dalits bataillent-ils pour être reconnus en tant qu'aborigènes, ce qu'ils prétendent être à l'origine. Pour les dalits hindous, être classés comme aborigènes leur faciliterait la possession et le contrôle des terres, car il existe des lois qui protègent la propriété foncière. Pour les dalits chrétiens, cela leur ouvrirait l'accès aux programmes de discrimination positive.

Les aborigènes s'opposent à ces revendications parce qu'ils savent qu'ils seront dominés par les dalits, mieux éduqués et plus riches, qui leur raviront toutes les places réservées dans l'enseignement et les postes de fonctionnaires. Il y a même eu des affrontements occasionnels entre les deux groupes il y a quelques années. Plus récemment, les Hindutva ont ajouté une dimension religieuse à ce conflit socio-économique, en catégorisant les aborigènes comme un groupe hindou opposé aux dalits majoritairement chrétiens.

Le sannyasi qui a été tué était fortement engagé dans ce processus d'organisation politique des aborigènes en un groupe de militants hindous. Quand il a

religions



## religions

été tué, les Hindutva ont sauté sur l'occasion pour accuser les dalits chrétiens d'avoir fomenté son meurtre et ils ont entraîné les aborigènes hindous dans la confrontation. Dans cette communauté composée principalement de chômeurs, de pauvres et d'opprimés, il n'a pas été difficile de trouver des jeunes prêts à évacuer leurs frustrations par la violence, surtout qu'il y avait là l'opportunité de piller des maisons de chrétiens...

La région étant éloignée des réseaux de communication et la présence policière y étant plutôt rare, les groupes de maraudeurs, munis d'armes de fabrication locale et de bidons d'essence, ont tout détruit sur leur passage sans rencontrer de résistance. Les chrétiens sans défense n'ont eu d'autre choix que de fuir dans la forêt pour sauver leur vie. Et même lorsque les policiers étaient là, ils n'étaient pas assez nombreux pour faire face à une foule en armes.

Sous prétexte que la région connaît des troubles, l'Eglise et des ONG indépendantes n'ont pas été autorisées à accéder aux camps de secours pour aider les gens. Les responsables de l'Eglise vivent sous la menace. Les chrétiens qui souhaitent retourner dans leurs villages et leurs maisons sont forcés par le mouvement Hindutva à se reconvertir à l'hindouisme.

Le gouvernement de l'Etat d'Orissa, allié au BJP, n'a pas manifesté beaucoup de zèle, de célérité et d'enthousiasme pour endiguer la violence. Or c'est l'Etat qui est responsable de la loi et de l'ordre ; le gouvernement central ne peut pas intervenir directement, sauf si l'Etat le lui demande. Et même si le gouvernement de Delhi envoie des forces paramilitaires, c'est à l'Etat que revient la charge de les déployer.

Les partisans de Hindutva risquent d'utiliser ces conflits, en répandant la peur et la fureur, lors des prochaines élec-

tions parlementaires, pour mobiliser le vote hindou. Le gouvernement central fait très attention à ne pas entrer dans ce jeu électoral, mais il a néanmoins transmis des avis et demandé des rapports au gouvernement de l'Etat d'Orissa, conformément aux dispositions constitutionnelles. Si la situation conduit à un effondrement total de l'Etat de droit, le Centre peut révoquer le gouvernement de l'Etat. Mais cela constituerait un acte politique et le BJP a déjà mis en garde le Centre de ne pas s'engager dans cette voie.

## Résistance des chrétiens

Bien que ces provocations ne datent pas d'hier, la réaction des chrétiens a toujours été modérée. Si l'Eglise catholique et les principales Eglises protestantes ne pratiquent pas un prosélytisme actif, il n'en est pas de même des Eglises pentecôtistes qui sont même agressives, qualifiant les autres religions de « diaboliques ». Or, comme les hindous attaquent les chrétiens sans distinction, ceux-ci, pour la première fois, se sont rassemblés pour une action de défense commune. Les institutions chrétiennes de toute l'Inde ont été fermées pendant un jour en septembre en signe de protestation. Pour obtenir justice, elles adoptent une voie politique non-violente et font pression de diverses manières sur le gouvernement indien afin qu'il prenne les mesures appropriées.

Une évolution positive est en effet que les chrétiens ont réussi à déplacer l'enjeu de ce conflit, du plan religieux à celui des droits de l'homme et de la société civile : le droit de tout Indien de pratiquer librement sa religion. En conséquence, des gens de toutes confessions et idéologies se sont joints à leur combat.

A Delhi, les chrétiens ont fait un sit in pendant une semaine, avant de faire une procession jusqu'à la tombe du Mahatma Gandhi en priant pour l'harmonie entre les communautés ; cette manifestation de protestation a été soutenue par de nombreux dirigeants d'autres groupes religieux. La Commission nationale des droits de l'homme ainsi que celle des Nations Unies ont été approchées (en tant que puissance mondiale émergente, l'Inde est sensible à l'opinion internationale). La Commission nationale pour les minorités a visité la région d'Orissa, condamné l'inaction du gouvernement local et sollicité l'intervention du Centre. Il y a eu des demandes d'interdiction de certaines organisations Hindutva parmi les plus actives, comme le VHP et le Bajrang Dal.

## Plus de justice !

Pour qu'il y ait moins de violences, moins de « recrues » dans ces conflits par procuration, le pays doit se développer économiquement en vue de plus de justice, plus d'égalité et moins de pauvreté. En attendant, les hommes politiques continuent d'instrumentaliser les castes, les appartenances ethniques et les religions pour provoquer des conflits. Il y a quelque temps, des musulmans ont manifesté pendant un mois au Cachemire contre le gouvernement qui louait un terrain à un organisme public hindou chargé d'organiser des pèlerinages de masse. Aujourd'hui, le conflit entre musulmans et hindous s'aggrave avec ses aspects terroristes. L'histoire n'est donc pas terminée !<sup>2</sup>

2 • Les attentats terroristes à Bombay ont eu lieu après la rédaction de cet article. (n.d.l.r.)

Dans un tel contexte, que signifie le dialogue interreligieux ? Nous ne pouvons pas dialoguer avec des fondamentalistes et des communautaristes. Il faut que le dialogue serve d'abord à résoudre les conflits et passe au stade de la collaboration pour les droits de l'homme dans la société civile, avant d'atteindre le niveau religieux.

**M. A.**

(traduction : P. Bittar)

religions

## Le croire au carrefour des sociétés et des cultures

Colloque organisé par la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Lausanne et par l'Ecole pratique des Hautes études de Paris

Avec des spécialistes de la Chine, de l'islam et du judaïsme, des historiens du Moyen Age ou de la modernité, des philosophes et représentants de sciences humaines et sociales.

**les 29-30 janvier 2009  
Université de Lausanne  
Dorigny, salle 1129**

**Entrée libre**